



Bagnolet, le 6 mai 2012

Communiqué de presse

Élection présidentielle : et maintenant quel changement ?

Les électeurs ont tranché. En portant François Hollande à la présidence de la République, ils ont fait le choix du changement. Lequel ? Il est trop tôt pour le dire précisément.

Car le gouvernement qui va être formé prochainement sera nécessairement transitoire, le processus démocratique n'étant pas encore allé au bout. Il reviendra aux électeurs de le compléter en établissant, les 10 et 17 juin, la majorité législative sur laquelle le Président de la République et son gouvernement pourront ou non s'appuyer. Le contenu de la politique qu'il sera en capacité de mener en dépendra.

Dans une situation marquée par la crise, l'UNSA attend des mesures d'urgence sociale (conjurer les licenciements via le chômage partiel, amplifier les emplois aidés, donner un coup de pouce au SMIC, assurer la rentrée scolaire...). Elle attend aussi des mesures structurelles visant à réduire la dette dans l'équité et la justice sociale, tout en réenclenchant la croissance et l'emploi dans le respect des objectifs de développement durable. Dans un contexte de budget contraint et de situation économique très difficile, tout ne sera pas possible : la définition des priorités sera donc décisive.

Mais, pour l'UNSA, au-delà du contenu des mesures à prendre, la méthode employée sera l'une des conditions de l'efficacité. Remédier aux difficultés économiques et sociales graves qui pèsent sur les salariés et sur le pays nécessite sans aucun doute des choix politiques nationaux et européens justes. Mais cela suppose aussi de faire jouer à plein la démocratie sociale. Car, dans nos sociétés complexes, l'action sociale ne peut plus être le seul fait du gouvernement. L'association des syndicats, dans le respect de leur autonomie, et, au-delà, des acteurs sociaux dans leur diversité, est fondamentale.

Pour sa part, l'UNSA, organisation réformatrice, est prête à assumer ses responsabilités dans l'intérêt des salariés. Les enjeux sont considérables, encore plus lorsque les résultats du 1er tour de l'élection présidentielle ont montré la montée d'un populisme menaçant pour la démocratie.

Sans dynamique sociale s'appuyant sur les forces vives du pays, il n'y aura pas le changement perceptible que les salariés et citoyens attendent. Le candidat François Hollande en avait ouvert la perspective en avançant l'idée d'une conférence sociale. Le président et sa majorité doivent maintenant passer à l'acte. Mieux que tout discours, les thèmes qui lui seront fixés et sa composition diront vers quelle orientation le futur gouvernement entend véritablement s'engager.

Luc BÉRILLE
secrétaire général